

cution du président de la République Française n'a duré que vingt-cinq minutes. Faisant son entrée à la salle du Congrès à trois heures de l'après-midi, M. Poincaré prenait la parole cinq minutes plus tard et à trois heures et vingt-cinq, quittait l'assemblée.

Comme on devait s'y attendre de la part d'un littérateur aussi délicat et aussi distingué que M. Raymond Poincaré, l'inauguration des séances du Congrès lui a fourni l'occasion de prononcer un discours aussi parfait dans la forme que remarquable par l'élévation de la pensée, la vigueur du raisonnement et la grande franchise dans l'énoncé des causes de la réunion et du travail à accomplir.

Net et concis dans son sobre énoncé des faits, le président de France a fait entrevoir sans les indiquer de façon précise, quelles seront les questions les plus importantes qui seront traitées par les délégués.

Etablissant d'abord sans faux orgueil mais en justice pour son pays la part suprême prise par la France dans la lutte pour le droit et la justice, il a décrit en peu de mots les inoubliables outrages dont se sont rendus coupables les empires du Centre, la folle entreprise de l'Allemagne pour la sujétion du monde et la véritable croisade des Alliés à laquelle vint se joindre plus tard la république américaine.

Pour que la victoire porte tous les fruits qu'on doit en attendre il faut que les décisions du Congrès aient pour guide la justice qui devra être la base du règlement de tous les problèmes, qu'ils se rapportent aux territoires ou aux questions financières et économiques. Il devra y avoir restitution et réparation; qu'à chacun revienne son dû et que le crime ne soit pas encouragé en demeurant impuni.

Comme conclusion M. Poincaré a défini ce que l'on doit entendre par la "Société des Nations" dont l'établissement doit prévenir toute guerre future. "Cette association" a-t-il dit, "devra faire respecter la paix qu'elle va chercher à établir et son maintien sera d'autant moins difficile qu'elle contiendra de plus grandes garanties de justice et de stabilité."

Puis en terminant il a ajouté: vous êtes réunis pour réparer le mal qui a été fait et en empêcher le renouvellement. Vous tenez en vos mains l'avenir du monde. Je vous laisse à vos graves délibérations et déclare la Conférence de la Paix ouverte.

Sur la proposition de M. Wilson et du premier ministre britannique, M. Clemenceau a été nommé président de la Conférence.

Ainsi se sont trouvées réglées en quelques minutes deux questions délicates et qui ont donné lieu lors des préliminaires, à de longues discussions, l'usage du français comme langue officielle du Congrès et l'attribution de la présidence au premier ministre de France.

De la même manière et sans heurts apparents la question de la "société des nations" si chère à M. Wilson, prend place au nombre des points primordiaux que la Conférence aura à traiter et définir.

Il est une autre question sur laquelle aucune décision n'a encore été prise et qui, néanmoins, a fait couler des flots d'encre, c'est celle de la publicité des délibérations de la Conférence.

On se rappelle qu'avant le départ du président Wilson de Washington pour sa randonnée européenne, un paquebot, l'Orizaba, avait transporté à travers l'Océan, près de cinq cents journalistes des Etats-Unis pour communiquer aux peuples de notre continent le résultat journalier des travaux du Congrès de la Paix.

On sait, par expérience, combien le peuple américain est avide de nouvelles à sensation, dussent-elles être contredites le lendemain. Pour l'instant, elle donnent satisfaction à un besoin absolu de quelque chose qui secoue l'imagination et pimente un peu le menu parfois insipide de chaque jour. Or, depuis plus d'un mois toute cette armée de chevaliers de la plume en a été réduite à la portion congrue. Le "communiqué" diplomatique a été aussi concis et souvent aussi ténébreux que l'était le "communiqué" militaire au cours de la guerre. Mais le journaliste yankee ne l'entend pas de cette façon. Il lui faut servir à ses lecteurs le plat du jour. Qu'il soit un peu faisandé, cela ne tire pas à conséquence, pourvu qu'il paraisse frais et qu'il flatte le palais du consommateur.

De même que c'est une question maintenant réglée que c'est l'armée des Etats-Unis qui a gagné la victoire finale; que c'est le président Wilson qui incarne en lui le règlement final de l'après-guerre et que les peuples qui ont souffert et versé leur sang ne doivent réclamer que ce que son idéalisme lui représente comme la base du droit et de la justice, de même aussi les journalistes américains ont insisté sur le droit de leurs peuples à transporter les débats du Congrès à travers l'Océan et à en faire ici la discussion, parallèlement à celle qui aura lieu à Paris.

Le danger de pareille procédure n'a pas tardé à se manifester de suite par l'indiscrétion, ces jours derniers, d'un correspondant de la "Tribune" de New-York, dont une dépêche, évidemment arrêtée par la censure, a passé aux mains de M. Clemenceau et de là à celles du président Wilson. Cette dépêche comportait simplement qu'à la suite de sérieuses différences d'opinion sur certaines questions importantes, M. Wilson avait menacé de retirer les troupes américaines et de ne plus prendre part à la Conférence. A la demande de M. Clemenceau, M. Wilson n'hésita pas un instant à déclarer fautive de tous points, cette nouvelle à sensation. Sait-on combien de ces correspondants en mal de copie sensationnelle, ne feront pas, à l'occasion, l'office de propagandistes boches et n'inventeront pas, au besoin, des querelles imaginaires, pour jeter du discrédit sur les décisions qui seront prises. La quatrième puissance du monde est fort ambitieuse et n'est pas loin de réclamer la première place.

Une autre indiscrétion du journal parisien "l'Hu-